

**Colloque international**  
Sciences Po Aix, CHERPA (EA 4261)  
11-12 février 2016

## **CE DONT LA GOUVERNANCE EST LE NOM**

### **Quels changements dans le gouvernement des sociétés ? Instruments, rhétoriques et techniques du pouvoir aujourd'hui**

**L**e mot *gouvernance* se signale par une incroyable diversité d'usages et sens. Pour comprendre sociologiquement la multiplicité des logiques qui accompagnent le recours au lexique et à l'ingénierie de la gouvernance dans les milieux décisionnels, il convient de les remettre en contexte. C'est-à-dire les saisir à l'état de pratiques mais aussi en tant que répertoires d'arguments et justifications de l'action publique, au-delà des préceptes affichés par la pensée *gouvernancielle* que sont l'« efficacité », la « participation » et l'« évaluation ». C'est là un premier objectif de ce colloque.

Un trait général sous-tend les multiples usages, à la fois politiques et savants, de la « gouvernance », c'est l'ambiguïté du message qui lui est associé. On pourrait croire qu'il ne s'agit là que d'une illustration supplémentaire des ambivalences cultivées par le discours politique. Mais, plus que du flou, c'est en réalité une profonde contradiction qui traverse les pratiques de la gouvernance. D'un côté, un discours sans adversaire (ou presque), incarné par le visage ouvert et égalitaire de la participation aux décisions, l'appel si sympathique aux ONG et à la société civile. De l'autre, la face normative du « bon » management, technocratique et fort épris de gestion d'entreprise et de concurrence. Elle a été l'objet d'une forme de théorisation par des organisations internationales, appuyée sur le financement de certains travaux universitaires.

On nous affirme que tout cela est cependant compatible, et que c'est même aujourd'hui l'objet d'une nouvelle science de gouvernement « sans (trop de) gouvernement »... En omettant cependant de réfléchir aux oppositions entre objectifs égalitaires et concurrentiels, aux conflits entre des participants aux ressources asymétriques, aux tensions difficilement conciliables entre les multiples consultations participatives et la légitimité des assemblées représentatives ou encore aux contradictions entre une discipline de marché et la redistribution des ressources par l'État social. Sans parler de phénomènes comme la privatisation intense des normes publiques ou de la multiplication d'expertises auto-proclamées portant sur toutes les facettes de la vie sociale. C'est dans le contexte d'ensemble du « tournant néo-libéral » et de la « globalisation » qu'il faut resituer ces situations. Il nous faut donc dépayser le regard et prendre de la distance avec le discours normatif (gestionnaire comme participatif) de la gouvernance.

C'est là un second objectif essentiel du colloque.

Cependant, ce « dépaysement » doit aussi être recherché dans l'espace, c'est-à-dire en confrontant la diversité des configurations politiques et des régimes à travers le monde. L'Europe et la sphère occidentale sont aujourd'hui obsédées par la crise financière, les recompositions du régime du *Welfare* et l'essoufflement de la démocratie parlementaire. Beaucoup d'approches de la gouvernance qui nous sont familières y font particulièrement écho. Or, les pays dits émergents (mais aussi ceux marqués par des processus de transition, de sortie de crise politique, ou en butte au « mal-développement ») sont aussi confrontés à des enjeux qui sont pour partie d'autre nature. Tels, le renouvellement en profondeur des élites politiques et administratives, la recherche de voies nouvelles de relativisation de l'autoritarisme, la lutte contre la pauvreté urbaine et les « retards » économiques, la transformation des rapports intergénérationnels et de genre, la pacification des sociétés et la résolution de conflits identitaires, ou encore la reconstruction d'Etats « faibles ». La référence à la gouvernance et aux pratiques de gestion ou de débat public qui y correspondent prend alors une autre portée. Il faut comprendre la manière dont les instigateurs comme les participants des dispositifs de gouvernance s'en saisissent, leur donnent spécifiquement sens et en font usage.

**Quatre thèmes de discussion** sont ici proposés afin de structurer les contributions et les débats. Ils entendent ne pas cloisonner les analyses autour des questions gestionnaires, à une extrémité, ou de celles de philosophie politique, à l'autre, mais invitent à relier ces différentes perspectives d'analyse.

### **1) Le primat de la référence entrepreneuriale (l'efficacité référée au privé)**

Les processus de concertations et de réformes engagés à travers l'ingénierie et le discours de la gouvernance reposent sur la valorisation de l'(auto)évaluation. L'examen des bilans coût/avantage ou les vertus du diagnostic servent souvent à rendre possible le désengagement ou, tout au moins, la perte de monopole sur la décision publique de l'État et de ses agents. Adossée aux préceptes du *New Public Management*, la gouvernance en diffuse les principales préconisations (privatisations, externalisations contractualisations, agencification...). La généralisation du processus de délégation aux experts et consultants privés recouvre la thématique du « gouvernement à distance » qui, dans la gestion des grands projets collectifs ou la production de normes internationales, passe par un transfert partiel ou total à des acteurs privés (jusqu'au niveau transnational). Le succès de la « gouvernance » et de son ingénierie paraît davantage indexé sur un système de représentations et des modèles d'action préconisés par le néo-libéralisme mondialisé et abstrait qu'ancrés dans les mécanismes de la régulation sociale qui s'étaient routinisés dans la société industrielle.

### **2) La participation impérative (le pluralisme recomposé)**

La gouvernance s'accompagne toujours d'une promotion de l'ouverture, de l'écoute et de la délibération. L'observation des dispositifs de délibération par lesquels ces principes d'ouverture se donnent à voir interroge quant aux formes, aux modalités et aux logiques d'implication des « participants ». L'assignation de rôles (« *stakeholders* », « usagers », « citoyens »,

« riverains »...) rejoint la thématique des droits à représenter la « société civile » ou des titres à parler au nom de celle-ci. Outre les questions liées à la sincérité démocratique de la délibération ou de la représentativité des participants, cette thématique permettra également d'approfondir la problématique de l'administration de la prise de parole. Qui est fondé à parler au nom d'un collectif dans une société donnée et surtout, à dire qui ne l'est pas ? On pense là, notamment, au cas des « islamistes » dans les pays arabes en transition (mais aussi, dans certaines configurations européennes), considérés par certains comme infréquentables et ne pouvant être acceptés comme membres à part entière d'une « société civile » douée de raison.

### **3) Les rétributions de l'expertise (légitimation et reconnaissance)**

La matrice conceptuelle de la gouvernance est fondamentalement attachée à l'expertise, c'est-à-dire à la production et la prise en compte d'une analyse réputée spécialisée et objective, voire scientifique. Le développement de la gouvernance engendre la reconnaissance sociale et institutionnelle d'un monde d'experts et/ou de contre-experts. La démultiplication des domaines d'action publique saisis par le modèle *gouvernancier* étend d'autant le marché de l'expertise qui se décline aujourd'hui dans l'expertise urbaine, environnementale, citoyenne, éthique, religieuse ou morale. Cette thématique entend interroger la mobilisation, l'enrôlement et l'intéressement des acteurs (locaux, nationaux, internationaux, transnationaux) les plus impliqués dans cette gouvernance qui peut s'apparenter à un espace générant l'émergence de nouvelles élites – corporatistes et politiques. En quoi le recours à la rhétorique de l'expertise et à de nouvelles pratiques (administratives) contribue-t-il aussi à l'émergence de gouvernements de « technocrates » ou « d'experts indépendants » ? Dans quelles mesures les lieux de fabrique de l'expertise ne sont-ils pas aussi des espaces de production de nouvelles formes de mobilité sociale et de contournement des rapports sociaux plus « traditionnels » ? En quoi et pour qui constituent-ils donc des espaces d'opportunité de carrière et de positionnement social et politique ?

### **4) La démocratisation (de la démocratie, de l'autoritarisme...)**

Présentée comme un substitut ou un palliatif à une démocratie représentative en crise ou manquante, la gouvernance se présente volontiers comme un nouvel horizon politique, pouvant régénérer les rapports Etat-société. Si elle propose un agencement différent ou renouvelé des rapports entre gouvernants et gouvernés, l'action publique en régime *gouvernancier* permet de contourner les formes traditionnelles de production du consentement politique. Trois scénarios possibles selon des pays : la participation comme supplément d'âme, ou bien comme rapport politique alternatif aux clientélismes et au patronage, ou encore comme « troisième voie », rêve de synthèse entre parlementarisme occidental et despotisme (oriental) ? Cette thématique comprend également la question de la légitimation par la mise en place (et en scène) de rapprochements entre les décideurs, les experts et les citoyens - ce qui peut être observée dans la rhétorique de l'« écoute » locale et de l'implication focalisée à l'échelle du voisinage. Cette question de la légitimation de l'action publique et de ses porteurs peut notamment être analysée à l'aune des instruments de formation des décideurs et des *stakeholders* qui circulent et sont l'objet de nombreuses appropriations ou réinterprétations. Cette thématique invitera aussi à réfléchir aux effets de la fragmentation des « problèmes », des débats et des « publics » introduits par la gouvernance.

International Conference  
Sciences Po Aix, CHERPA (EA 4261)  
11-12 février 2016

## **WHAT ABOUT GOVERNANCE ?**

### **Changes in Ways of Governing Societies**

*Governance is a polysemous concept. Beyond speeches and recommendations, the term also includes a set of practices that claim to modernize the ways of governing.*

*In front, the key words through which expresses the governance thought make easily sense: "efficiency," "participation" and "evaluation". But behind, two paradoxes emerge. The first of them shows through the kind of general spirit which underlies the multiple uses of "governance" : a high contradiction between, on one hand, the idea of open and equal participation and, on the other hand, the celebration of the free competition. The second is that this ideology of "good government" and "good management practices" is not just intalled in proven democracies but also in political systems fundamentally undemocratic.*

*This conference would open up the debate about four lines of investigation :*

- 1) The primacy accorded to the reference to company management and business (efficiency measured on the model of the private sector)*

*Is cost/benefit analysis an argument linked to Governance in order to govern State withdrawal and to desqualify State in favour of Big Society ? NPM state of mind is tightly bounded with governance to celebrate privatisation, contracting out, and agencies as best practices. Are Governance technics inspired by global neo-liberalism more than by social regulations of industrial societies ?*

- 2) The imperative given to broad participation and deliberation (pluralism recomposed)*

*Governance promotes broad deliberation. But social parts are often already attributed. Questions arise about sincerety of choices and representativeness within recomposed pluralism. Governing the right to speak may also be at stake: who is accepted in forums ? who, in many countries, is excluded from a rational civil society and why ?*

- 3) The value - in terms of careers and incomes - of expertise (legitimacy and gratefulness for experts and through experts)*

*Governance spirit is fond of expertise, supposed to be a specialized and objective kwoledge. But Governance generates and legitimizes also different worlds of expert markets in planning, environment, civic, etic, religious matters ... It gives way to new political and corporate elites. What does Governance has to do with technocratic governments ? What kind of opportunity is it for new careers in emerging countries ?*

4) *The ambiguity of democratizing effects attributed to governance (even though the latter has demonstrated its compatibility with authoritarianism).*

*In front of difficulties of representative democracy, Governance is often seen as a new political order, linking closely State and Society. But is Governance not also a way to pass round the classical political consent in parliaments ? This has to be analysed in many ways, for example the way stakeholders are recruited and mobilized within participation process, in pluralist as well as in authoritarian deliberation. Fragmentation of forums and of publics has also to be questioned.*

### **CONSEIL SCIENTIFIQUE**

Philippe Aldrin, Professeur, IEP d'Aix-en-Provence

Mark Bevir, Professeur, Université de Berkeley

Jacques Commaille, Professeur, Ecole Normale Supérieure, Cachan

Eve Fouilleux, Directrice de recherche CNRS, Cepel Université de Montpellier I

Franck Frégosi, Professeur, IEP d'Aix-en-Provence

Audrey Freyermuth, Maître de conférence IEP d'Aix-en-Provence

Jean Pierre Gaudin, Professeur émérite, IEP d'Aix-en-Provence

Ali Kazancigil, politiste, ancien responsable du programme Sciences sociales de l'Unesco

Remi Lefebvre, Professeur, Université de Lille II

Alfio Mastropaolo, Professeur Université de Turin

Alice Mazeaud, Maîtresse de conférence, Université de La Rochelle

Magali Nonjon, Maîtresse de conférences, Université Avignon

Aude Signoles, Maîtresse de conférences, IEP d'Aix-en-Provence

### **COMITÉ D'ORGANISATION – Sciences Po Aix CHERPA**

Philippe Aldrin, Audrey Freyermuth, Jean-Pierre Gaudin, et Aude Signoles

Les propositions de communication prendront la forme d'un court texte, de 2 pages maximum, présentant le sujet choisi, la problématique développée et un plan ou résumé.

Elles devront parvenir par courrier électronique avant le lundi 7 septembre, à l'adresse suivante : [cedontlagouvernance2016@gmail.com](mailto:cedontlagouvernance2016@gmail.com)

*Proposals (2 pages maximum) including subject, rationale and a summary or plan, should be mailed before september 7th. Contact : [cedontlagouvernance2016@gmail.com](mailto:cedontlagouvernance2016@gmail.com)*